



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Le-Monopoly>

Le Monopoly

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 874 - janvier 1989 -

Date de mise en ligne : mardi 19 mai 2009

Date de parution : janvier 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le Monopoly est un passe-temps qui, depuis sa création aux Etats-Unis, a gagné le monde entier, y compris certains pays de l'est. Ses règles sont, en gros, les mêmes que celles d'un autre jeu auquel nous allons nous intéresser celui qui se déroule autour des entreprises, de la bourse et des banques. Il y a envers l'argent une attirance immémoriale en raison de sa rareté pour le plus grand nombre, de son abondance ou de sa surabondance pour quelques-uns. Contrairement aux siècles passés, la production automatisée ne distribue plus le pouvoir d'achat global nécessaire à son écoulement. Le régime capitaliste se meurt. La société est en mutation. Les temps sont donc durs ; les pauvres et les modestes comptent sur des gains inattendus et fabuleux pour changer de catégorie et de vie. D'où la prolifération des jeux. Ils envahissent tous les médias : presse, radio, télévision et tous les loisirs cinéma, théâtre, sport, etc... Les bulletins d'informations rapides sont consacrés presque exclusivement à la bourse, au cours du dollar, aux résultats des courses hippiques et aux jeux radiophoniques. En dehors de cela, il ne se passe rien dans le monde ! Hélas, comme l'on peut s'y attendre, au bout de tout, il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus et certains, les initiés, sont quasiment sûrs de gagner ; tandis que les autres, les profanes, sont quasiment sûrs de perdre. Les dés sont pipés.

La partie de Monopoly cesse à une heure donnée, le gagnant est le plus riche à ce moment-là ; étant entendu que tous les joueurs avaient reçu, au départ, les mêmes moyens. Bien que, comme dans la vie, le jeu comprenne aussi un banquier qui tient le rôle dominant. La bourse, elle, même si elle s'interrompt parfois, au moins dans chaque pays, ne s'arrête jamais, et surtout les joueurs ont des moyens très inégaux au départ.

Les grands capitalistes influents ne cessent d'être sur la brèche.

« ...Quand on a une affaire comme Paribas ou le Suez, on ne fait que cela, matin, midi et soir et même la nuit... » Selon le principe énoncé par le banquier Jean-Marc Vernes très lié au RPR, d'après Stéphane Denis dans son livre « Le Roman de l'Argent » (1).

Le Monopoly des assurances et des banques

Il s'agit d'une relation étroite entre sociétés dont la raison d'être est presque uniquement financière. « A l'inverse de ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, parce que la France est un pays qui n'a pas de vrai marché financier, les banques ont naturellement à amener à trouver des capitaux importants stables et garantis dans les compagnies d'assurance... » écrit Stéphane Denis. Les Français traditionnellement méfiants et de souche boutiquière ou paysanne ne placent guère leurs disponibilités dans les valeurs mobilières, mais, quand ils en ont, plutôt dans la pierre. Les banques d'affaires manquent donc de fonds. Par contre nos compatriotes, ennemis du risque, s'assurent beaucoup. D'où les rapports qui se sont instaurés, à leur insu, entre les deux institutions. « ...Les groupes financiers privés entretiennent tous des assurances. Les liens entre le Suez et le GAN sont connus et passent par des voies complexes où l'intégralité du personnel des hommes s'allie aux intérêts généraux des groupes. Les postes de directeurs financiers des compagnies d'assurances sont éminemment stratégiques. La masse des actionnaires et des assurés qui n'y voient que du feu ignorent, bien entendu, cet état de relations dont la logique est uniquement celle du profit financier. Il arrive cependant que telle ou telle opération attire l'attention des pouvoirs publics, encore que la direction des Assurances ; au ministère des finances, soit un Etat dans l'Etat, et entretienne soigneusement le mystère. Confie longtemps à des hommes proches des dirigeants politiques -comme Michel Poniowski... ou Bertrand Balaresque... (elle)... se trouve, depuis 1896, au cœur de la plus grande bataille financière des privatisations... » conclut S. Denis sur ce point. C.Q.F.D.

Le Monopoly des entreprises

Les entreprises ne sont que des prétextes à spéculations financières entre les mains de ces grands

prédateurs. Leur intérêt primordial qui devrait être la satisfaction des besoins de la consommation est bien loin dans leurs préoccupations. Le plus bel exemple de compagnie devenue uniquement financière est celle de « Suez ». Après avoir manœuvré pour ne pas verser l'impôt sur les 34 milliards d'anciens francs révisés en 1958 en dédommagement du canal, elle a basé son nouveau départ sur cette mise initiale. Elle est restée une des premières en France par son chiffre d'affaires bien qu'ayant perdu tout rapport avec sa raison d'être principale d'origine. La bonne santé de la production à la suite du krach boursier de 1987 est restée un mystère pour les économistes orthodoxes. Il s'avère qu'elle serait finalement due, tout simplement, à un fort accroissement des prêts bancaires aux consommateurs qui a relancé les achats des ménages. Les banques ont pris l'habitude de consentir automatiquement à leurs clients un crédit renouvelable de 12.000 à 60.000F. Ceux-ci sont donc à découvert en permanence de 30 à 60% de ces sommes. 15% de la clientèle, considérée comme capable de verser des intérêts élevés serait dans ce cas (2). A quand des emprunts pour faire face au paiement des agios, comme il est pratiqué par les pays du tiers-monde en dette ? Et jusque quand cette fuite en avant durera-t-elle ?

Quoiqu'il en soit nos grands hommes d'affaires continuent à jouer avec les entreprises et tout ce qu'elles contiennent : moyens de production en hommes et en matériel, sans aucun souci humaniste. Spécialistes des participations croisées, des OPA amicales ou inamicales et bientôt des LBO (3), ils ont les yeux fixés sur les indicateurs financiers des grands groupes en vue de les accaparer au moment favorable.

Durant les années 1981 à 1988, le patron des patrons n'est évidemment pas Yvon Gattaz soupçonné de se satisfaire des gouvernements socialistes, ni son successeur à la tête du CNPF Pârigot ; mais bien Ambroise Roux, Président de l'AGREF, Association des Grandes Entreprises Françaises, qui groupe, depuis 1976, les principales sociétés faisant appel à l'épargne. Il la saborde en octobre 1982 et la remplace aussitôt par l'AFEP, Association Française des Entreprises Privées, afin de mieux mener la résistance contre les tentatives socialistes. Il réussit d'ailleurs à limiter les nationalisations jusqu'à la « libération » de mars 1986. A. Roux avait fait rentrer habilement Robert Mitterrand, frère du Président, dans le conseil d'administration de la CGE en tant que Président d'une de ses filiales. Malgré cela, et bien que R. Mitterrand lui ait fait part du désir du Président qu'il reste à son poste de PDG, il démissionnera « pour l'honneur » en octobre 1981. En dépit de la privatisation de 1986, atteint par la limite d'âge, il ne reprendra pas son poste, mais restera à la tête d'une quinzaine de conseils d'administration. Et pourtant, ce n'était pas une situation de moindre importance puisqu'il reconnaissait gagner, non pas 12 MF par an comme l'avancéait Pierre Mauroy, ni même 10 MF, mais près de 8 MF, soit plus de 650.000F par mois ! Et encore, n'était-il que le second salaire de France : Jean Delorme PDG de l'Air Liquide était mieux payé que lui !

Ainsi, malgré les dires de M. Pebereau qui prend ses lecteurs pour des naïfs, les « coups » se succèdent au gré des événements. Les financiers se prennent pour des constructeurs. Ils s'attribuent l'édification des moyens de production. Dans une interview au journal « Le Monde » du 22 novembre 1988, Pebereau de « Marceau Investissement » qui attaque la « Société Générale » se défend de le faire en liaison avec le gouvernement socialiste et il plaide « ...Voyez-vous des hommes ayant l'expérience et le passé de François Dalle (l'Oréal) Gustave Leven (Pârier) ou Jean-Louis Descours (André) se prêter à une opération politique ? Ils sont des industriels qui ont bûché leurs entreprises de leurs mains. Jamais aucun d'entre eux n'a mêlé la politique et les affaires... ». Ces gens doivent avoir les mains bien calleuses ! Le contrôle, non seulement des grosses entreprises mais des groupes de grosses sociétés « pesant » parfois près de 10 milliards de francs change, entraînant des restructurations aveugles, des abandons d'usines, des licenciements irréfutables, des départs prématurés. L'économie-casino avec son cortège de bruits de couloirs, d'effondrements injustifiés, de paniques provoquées, rend impossible une gestion rationnelle des moyens de production.

Le Monopoly de la presse

Jean-Marc Vernes, autre personnage d'importance d'aujourd'hui, commentait toujours ses conversations

par cette interrogation : « Quoi de neuf ? » Il savait que l'information est la première des marchandises. Comment une démocratie, même ploutocrate, pourrait-elle fonctionner sans l'information ? Les grands hommes d'affaires, dont il est question ici, savent que le pouvoir réside dans l'information. Tout le monde se souvient de la bataille qui a opposé les groupes Bouygues et Hachette pour le contrôle de TF1. Bataille gagnée par Bouygues. Canal + reste tenu par André Rousselet plutôt mitterrandiste.

Ne parlons plus de l'attribution de la 5 au groupe Hersant-Berlusconi, ni du bouleversement qui a fait de M6 une chaîne généraliste. Les positions continuent, là aussi, à évoluer.

Les grands managers capitalistes se sont de tout temps intéressés à la presse. L'un de leurs grands soucis fut toujours de susciter un concurrent au « Monde », journal admis comme référence au centre gauche et même droit, mais d'esprit relativement indépendant. De nombreuses tentatives eurent lieu depuis « Le Temps de Paris » des années 50 lancée par la famille Michelin, jusqu'à « J'informe » soutenu par A. Roux et F. Ceyrac. Elles ont toutes échoué.

Alors ils se sont résolus à entrer dans les journaux et hebdomadaires existants. La presse Hersant qui exerce un quasi monopole dans certaines régions, comme Rhône Alpes, leur donne satisfaction. Ils financent, en plus, le « Quotidien de Paris » (4) par Jean Maxime Levâque du CCF, un autre « conjuré », et par

Jean-Louis Descours, Alain Chevalier ou Jean-Louis Giral (Fédération des Travaux Publics) notamment au cours des années 1981-1982. Afin de ne pas se fâcher avec ses patrons et de ne pas « cracher dans la soupe », Stéphane Denis précise bien : « ...sans que les sommes atteignent jamais un montant en proportion avec le coût du journal... et sans que cette collaboration financière prenne ... la forme d'une participation occulte ou publique au compte d'exploitation du quotidien. » Mais convainc-t-il ?

Quant à l'hebdomadaire « l'Express » fondé par J.J. Servan-Schreiber et Françoise Giroud, puis repris par James Goldsmith le capitaliste de presse anglo-saxon, il tombe du côté d'Ambroise Roux, toujours lui, en 1987, lors de l'acquisition de la Générale Occidentale par la CGE.

Enfin « Libération » de Serge July revenu de son extrême gauche soixante-huitarde a lancé, en octobre 1987, une augmentation de capital de 15 MF souscrite par André Descours et Gustave Leven (Barristes) ainsi que Jérôme Seydoux et Antoine Riboud (Mitterrandistes). Curieuse conjugaison ! mais qui explique bien l'évolution du journal.

On le voit, l'indépendance de la presse, ambition des législateurs de 1945 est devenue presque comme avant-guerre, au temps de la presse pourrie, une proie facile pour le capital.

Le Monopoly de la politique

Le financement des partis, on le sait, est la base de bien des revirements, des hold-up inexplicables et des crimes mystérieux.

Depuis Horace Finaly, ami de Léon Blum, devenu Directeur général de ce que l'on appelait, alors, la Banque de Paris et des Pays-Bas, financier du Cartel des Gauches et du front populaires ; les socialistes ont toujours trouvé, eux aussi, de l'argent. Actuellement, l'homme-clé dans ce domaine est Jacques Attali chargé de toutes les affaires financières délicates et qui en a coté quelque peu contaminé. Le Président est lié avec André Rousselet et Jérôme Seydoux déjà cités, mais aussi avec Guillaumin de Bannouville, François Dalle, Gilbert Trigano, Antoine Riboud, les Bettencourt, Félix Rohatyn et Patrice Pelat. Les rumeurs ont impliqué des socialistes dans des affaires dont les principales furent Luchaire et le Carrefour du Développement. Mais le Président reste intouchable : « ...On ne me coïncera pas sur l'argent. Que l'on trouve autre chose. Mais ce sera dur : mes mœurs sont normales, je ne me suis pas enrichi, mes collaborateurs non plus... » dit-il.

La carrière de Jean-Pierre Chevènement, d'après l'auteur, aurait été en grande partie prise en charge par l'UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières, successeur du Comité des Forges) ce qui explique son itinéraire curieux depuis la gauche du parti jusqu'au Ministère de la Défense, pourvoyeur de commandes très nombreuses pour les industries d'armement. Par contre, on ne parle pas de Mauroy, intouchable.

Les financiers sont très surréalistes : « Je sais bien qu'un bilan français est un mensonge organisé, mais j'ai découvert des réserves dont je n'imaginai même pas l'existence... » déclare, sans rire, JeanMaxime Lev que, PDG du Crédit Lyonnais lors de sa prise de fonction.

Il en est de même des comptes de la nation. L'ex-banquier franco-suisse Jean-Pierre François raconte que la décision de ne pas sortir du SME (Système Monétaire Européen) fut prise par François Mitterrand principalement au vu d'un rapport de Renaud de la Geni re, Gouverneur Général de la Banque de France, repris par Delors, Fabius et Mauroy, selon lequel il ne subsistait, au mieux, que quinze jours de réserve au Fonds d'intervention de la Banque. Or, après enquête ultérieure, il s'avéra qu'il restait 23 milliards de francs disponibles, sans emprunter, ni modifier l'état des réserves. Le président et Jacques Delors s'estimèrent trahis par le gouverneur manipulé par les milieux d'argent, avec la complicité du Trésor.

Si cette histoire est vraie, il ne faut pas oublier qu'elle influença grandement une décision d'où date le retournement spectaculaire du PS vers la droite financière. Toutefois, l'on peut douter que 23 milliards auraient changé la face des choses.

Le PC est soupçonné de rapports avec la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord dont les anti-communistes primaires ou secondaires disent qu'elle servirait de relais aux fonds soviétiques. Mais il est vrai que c'est le parti qui s'autofinance le mieux par les cotisations de ses membres et les versements de ses élus.

A droite, l'argent afflue de toutes parts. La campagne  gislative de 1981 des candidats de la génération montante du RPR et de l'UDF Barnier, Juppé, Noir, Séguin, Toubon, Alphandéry, Millon, d'Aubert, Léotard, Longuet, Madelin, est financièrement soutenue par les banquiers de l'AGREF. C'est un bon investissement pour l'avenir « ...Mes poulains aiment bien le foin » déclarait Marcel Dassault. Et quand on lui demandait : « Avez-vous donné beaucoup à Giscard ? » Il répondait « Non je l'ai gavé ». Le banquier Claude Bebear est le bailleur de fonds de l'UDF de son parent Michel Pinton. Le budget annuel du RPR, entre 1981 et 1986, est de 300 MF. Son trésorier est Robert Galley qui gère le parti comme une entreprise. En 1988, Chirac nomme à sa place le jeune député maire de Chalon-sur-Saône, Dominique Perben, invité récemment à la télévision « pour se faire connaître sans y réussir ! » (5). La « banquière » Gilberte Beaux de la Générale Occidentale, soutient à fond Raymond Barre sans grand succès jusqu'à présent, mais qui connaît l'avenir ?

Conclusions

La participation au jeu de Monopoly en vraie grandeur est donc bien réservée à quelques femmes et hommes de grande influence, autant managers que financiers. Elles et ils sont à la tête des grands groupes et les politiciens sont obligés de tenir le plus grand compte de leurs décisions. L'à se situe la césure entre les intérêts. Seuls ces grands requins perdraient en cas de changement démocratique de l' conomie.

Ne nous trompons pas d'adversaires, la bataille se joue non pas entre communistes et socialistes, ni entre hommes et femmes, encore moins entre distributistes et mondialistes. Elle oppose ces quelques personnages-là et le reste des citoyens et citoyennes.

Cette lutte n'est pas perdue. La mode du libéralisme, éphémère comme les autres modes, est en train de passer. Jean-Louis Bourlanges, ancien membre du cabinet de Jacques Chirac, vient d'écrire un livre « Droite année O » (6) où il cherche pourquoi le RPR est en pleine déroute, passant de 44% des suffrages exprimés pour Georges Pompidou le 1er juin 1969,   19,9% pour Jacques Chirac le 24 avril 1988, soit une chute beaucoup plus forte que celle du PCF. Il pense que le libéralisme « poujadiste », le rejet de toute intervention même justifiée de l'Etat, l'élitisme qui favorise les « gagners » au détriment de tous les autres, ont été à l'origine de cette déconfiture.

Au contraire, la commission sociale de l'épiscopat français a diffusé, le lundi 17 octobre 1988, un document intitulé « Créer et partager » qui s'adresse aux catholiques, mais auel  « ...aux chefs d'entreprise, aux salariés, aux syndicalistes, aux apporteurs de capitaux, aux responsables publics... »

(7)

Le Monopoly

Fruit de six années de réflexion, nous retiendrons seulement de ce travail qu'il faudrait analyser en détail, que les valeurs françaises sont attachées à la gestion financière, à condition qu'elle ne soit pas « l'objectif premier, plus important que la production des biens et des services... ». Nous aussi, mais nous pensons qu'il s'agit d'un vice rédhibitoire du régime capitaliste et c'est notamment pourquoi nous proposons de le remplacer par une économie distributive.

(1) Editions Albin Michel 1988. Ouvrage d'où sont tirés la plupart des renseignements contenus dans cet article.

(2) Voir « Les nouveaux mexicains » de Paul Fabra dans « Le Monde » du 22 novembre 1988.

(3) Leveraged Buyout : rachat crédit des entreprises par leurs « managers ».

(4) Stéphane Denis, auteur du livre que nous commentons, est lui-même éditorialiste au Quotidien de Paris. Il est donc bien placé pour savoir d'où vient l'argent ...

(5) Emission « Questions à domicile » sur TF1 le 27 octobre 1988.

(6) Editions Flammarion 1988.

(7) Voir « Le Monde » du 18 octobre 1988.